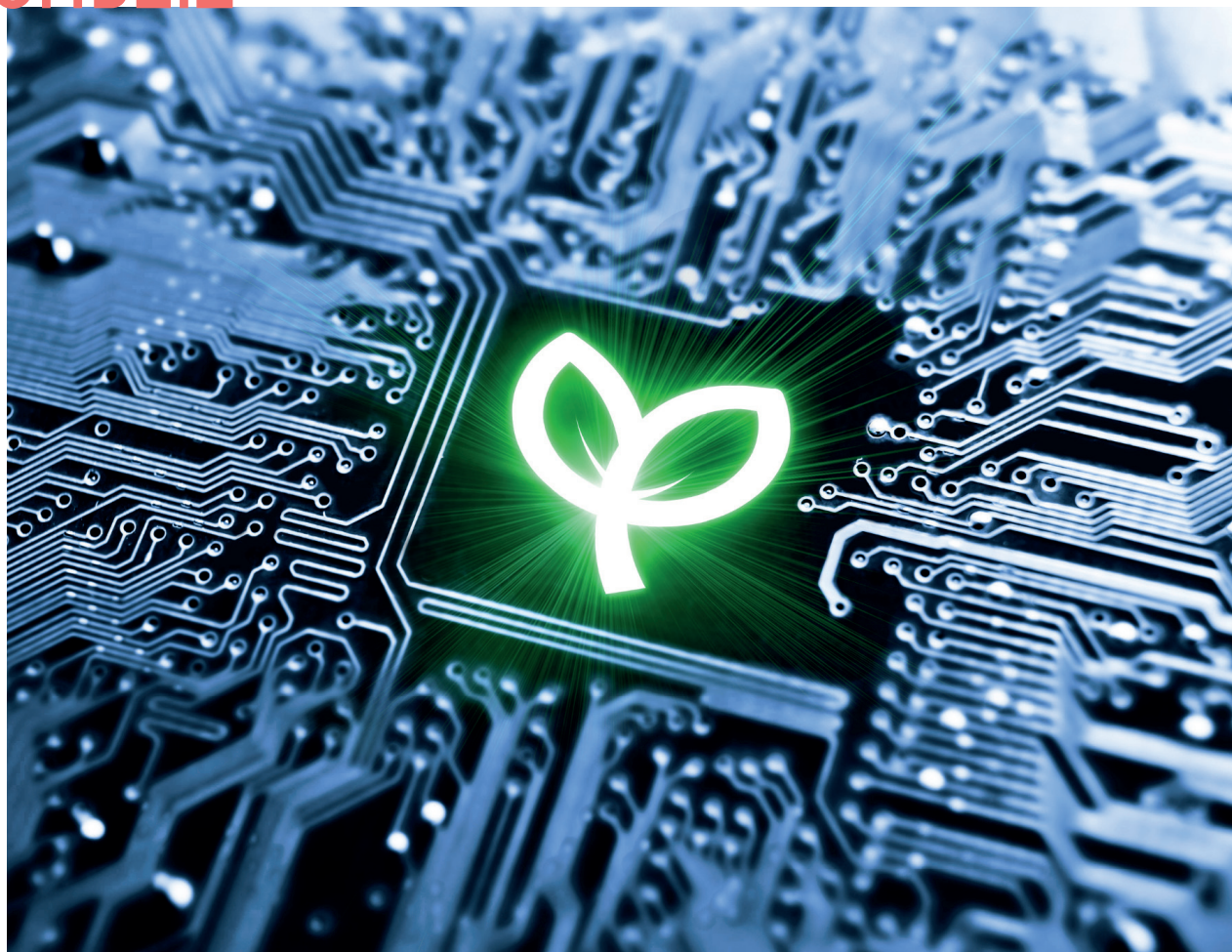


DÉCEMBRE 2023

LA VALEUR DE LA DATA DANS LA RSE

ET SON IMPACT
SUR LES MÉTIERS
DU CONSEIL



SOMMAIRE

04 RÔLE CENTRAL DE LA DATA DANS LA RSE

05 COMPRENDRE LA RSE ET SES OBJECTIFS

Contexte de la RSE

Domaines d'intervention de la RSE

Pilier environnemental

Pilier social ou sociétal

Pilier économique

07 TRADUCTION DE LA RSE EN TERMES DE DONNÉES

Quelles données pour répondre à quelles problématiques ?

Problématique décisionnelle

Problématique réglementaire

Origine des données RSE

Souveraineté des données RSE

Comment et qui produit les données pour la RSE ?

11 QUELS DÉFIS SPÉCIFIQUES LA DATA ET LA RSE POSENT-ELLES ?

L'éthique dans la collecte et l'utilisation des données, leur sécurité et la protection de la vie privée

Les défis de la collecte de données fiables et pertinentes

Quel degré de confiance accordons-nous aux données ou aux fournisseurs de données ?

Flambée des coûts / Certification des données

La préparation et l'analyse de données : un défi complexe et coûteux

Diversité des sources de données internes et externes

Instabilité des flux de données

Problématique de qualité des données

Objectifs de précision et d'incertitude

19 QUEL EST L'IMPACT DE LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RSE SUR L'ORGANISATION DES ENTREPRISES ?

Des opportunités accompagnées de nouvelles obligations, notamment pour les acteurs du conseil

De nouvelles compétences et un renforcement de l'intégration entre les spécialistes RSE et Data

Les nouveaux métiers Data liés au déploiement de la RSE dans les entreprises

Responsable Data RSE

Data Analyst ESG

Auditeur de solutions data RSE

Responsable Data Inclusion et Diversités

Métiers (ou compétences) du Green IT et de l'éco-conception

Un passage obligé dans le recrutement de talents et leur fidélisation

25 CONCLUSION

26 À PROPOS DE SYNTEC CONSEIL

LE RÔLE CENTRAL DE LA DATA DANS LA RSE

COMPRENDRE, ILLUSTRER ET EXAMINER SON IMPACT POUR LES PROFESSIONNELS DE LA DATA

Depuis deux décennies, les entreprises ont progressivement intégré la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) à leurs activités, un processus initié par la loi NRE de 2001 et consolidé par le règlement SFDR de 2021. Autrefois considérée comme une simple obligation légale, la RSE a évolué pour devenir un enjeu sociétal majeur, sous l'impulsion de l'éveil de la conscience collective aux problématiques environnementales et du désir croissant des nouvelles générations d'entreprises engagées.

Ce qui était autrefois un défi de collecte de données hétérogènes et non structurées pour des rapports est devenu un enjeu public majeur, nécessitant une stratégie de transformation rigoureuse pour créer un impact positif et prouver son efficacité.

En observant l'évolution de la RSE et son inter relation avec la data, on remarque que ce concept a encouragé les entreprises à adopter des pratiques durables et à communiquer sur leur impact social et environnemental. Cependant, il est impératif d'évaluer de manière critique l'usage de la data, trop souvent instrumentalisée pour des opérations de communication et de "greenwashing", au lieu d'être un réel levier de transformation.

Le voyage de la RSE, depuis ses premières manifestations dans les années 1960 et 1970 comme une forme de philanthropie, jusqu'à sa présence dans les entreprises d'aujourd'hui, est complexe et hétérogène. Les entreprises des débuts de la RSE faisaient souvent des dons à des causes charitables sans vraiment mesurer leur impact réel grâce à la data. Malheureusement, cette approche superficielle a persisté au fil des décennies.

Avec l'émergence des technologies de l'information dans les années 1980 et 1990, les entreprises ont commencé à utiliser des systèmes de gestion de l'information pour collecter et analyser des données.

Ces efforts étaient souvent axés sur la conformité réglementaire et l'amélioration de l'image de marque plutôt que sur un réel changement.

Les années 2000 ont vu une augmentation exponentielle de la quantité de données disponibles et des avancées technologiques, offrant de nouvelles opportunités d'analyse de données. Le Global Reporting Initiative (GRI), créé en 1997, a évolué pour devenir un outil de référence dans le domaine du reporting RSE, fournissant des directives détaillées pour la collecte, l'analyse et la présentation des informations sur la RSE.

D'autres normes et initiatives, comme les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales, le Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et l'ISO 26000 sur la responsabilité sociétale, ont également été développées pour améliorer le reporting RSE. Cependant, malgré ces avancées, l'exploitation de la data dans le cadre de la RSE est souvent utilisée comme un outil de marketing et de "greenwashing", permettant aux entreprises de se présenter comme responsables sans remettre en question leurs pratiques fondamentales.

Il est donc impératif d'adopter une approche plus transparente et critique de l'utilisation de la data, en veillant à ce qu'elle serve véritablement le changement et la durabilité, plutôt que d'être un simple outil de relations publiques. Transformer l'économie réelle du jour au lendemain n'est pas une tâche facile, mais la data peut éclairer le débat.

Dans les pages suivantes, nous chercherons à :

- **comprendre l'importance croissante de la Responsabilité Sociale (et Sociétale) des entreprises (RSE) aujourd'hui,**
- **illustrer le rôle central de la data dans les démarches de RSE,**
- **examiner l'impact de la montée de la RSE pour les professionnels de la data.**

COMPRENDRE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE) ET SES OBJECTIFS

CONTEXTE DE LA RSE

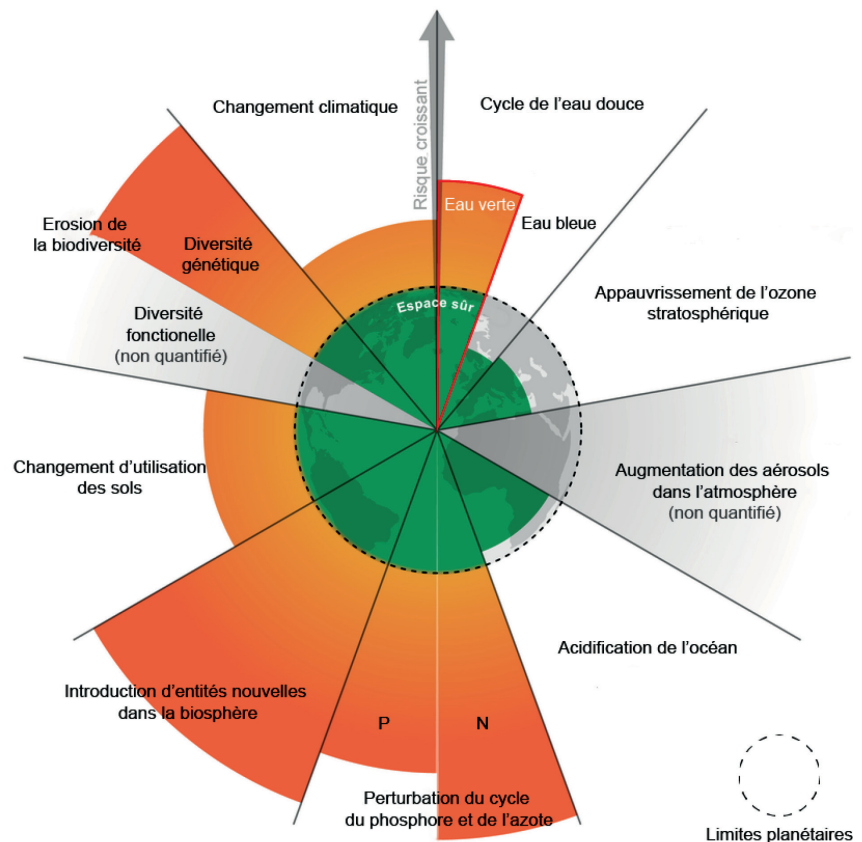
La RSE, ou Responsabilité Sociale (et Sociétale) des Entreprises, est un sujet qui ne cesse de gagner en importance à l'ère des transformations environnementales. Mais qu'implique réellement la RSE ? En France, ce terme fait référence à l'engagement des entreprises en faveur du développement durable, intégrant des enjeux sociaux et éthiques dans leur politique d'entreprise, tant dans leurs activités commerciales que leurs interactions avec toutes leurs parties prenantes. Traditionnellement, l'application de la RSE repose sur trois piliers complémentaires. Mais quels sont donc ces trois piliers de la RSE ?

Au sens large, la Commission européenne définit la RSE comme "un concept selon lequel les entreprises intègrent volontairement des préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes". **De manière générale, il existe un consensus pour structurer l'approche RSE autour des neuf limites planétaires, à savoir :**

- le changement climatique,
- l'érosion de la biodiversité,
- le changement d'utilisation des sols,
- l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère,
- la perturbation du cycle du phosphore et de l'azote,
- l'acidification des océans,
- l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère,
- l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique,
- le cycle d'eau douce bleue et verte.

À ce jour, six de ces limites planétaires ont déjà été franchies.

Quelles sont les 9 limites planétaires ?



La limite planétaire concernant l'utilisation d'eau douce (eau verte) a été franchie. Elle rejoint les 5 autres déjà dépassées, dont la dernière avait été officiellement dépassée en janvier 2022.

Crédit : Wang-Erlandsson et al. (2022)
Stockholm Resilience Center

Traduction Sydney THOMAS pour @BonPote



En pratique, la démarche RSE dans les entreprises vise à avoir un impact positif sur la société et la planète. Synonyme de transparence dans la gestion globale de l'entreprise, la RSE et la Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) sont encadrées par la norme ISO 26 000 depuis 2010. Cette norme a pour but d'instaurer une gouvernance responsable pour les entreprises qui souhaitent s'engager en RSE autour de sept problématiques :

- la gouvernance de l'organisation,
- l'environnement,

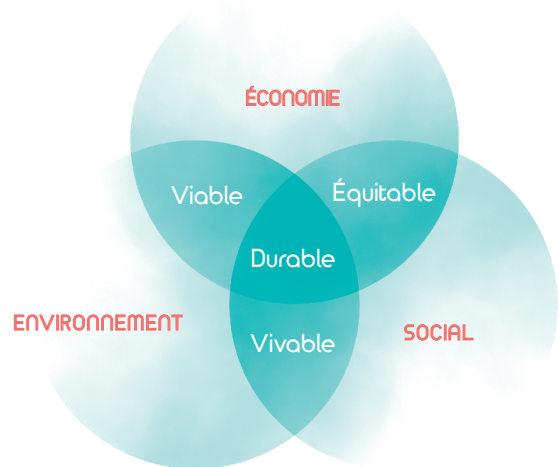
- les droits de l'homme,
- la contribution au développement local,
- les relations et conditions de travail,
- les bonnes pratiques des affaires,
- la protection des consommateurs.

Ces sept problématiques sont parfois perçues comme les sept piliers de la RSE, bien qu'historiquement cette démarche soit plutôt basée sur trois piliers.

QUELS SONT LES DOMAINES D'INTERVENTION DE LA RSE ?

Intimement liés, les trois piliers de la RSE doivent être envisagés conjointement pour canaliser les efforts de l'entreprise et promouvoir une vision plus globale en faveur du développement durable. Ainsi, l'approche RSE s'articule principalement autour des efforts liés à :

- l'environnement,
- la société,
- l'économie.



LE PILIER ENVIRONNEMENTAL

Le pilier environnemental de la RSE comprend **toutes les actions des entreprises visant à minimiser leur impact sur l'environnement**. Cela peut se traduire par des efforts de gestion interne pour :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre de leurs activités,
- diminuer la production de déchets,
- adopter des habitudes de recyclage,
- sensibiliser les employés aux enjeux environnementaux,
- opter pour des énergies renouvelables,
- utiliser des ressources naturelles de manière plus responsable,
- établir des partenariats avec des fournisseurs ou sous-traitants responsables,
- promouvoir une démarche d'économie circulaire.

LE PILIER SOCIAL OU SOCIÉTAL

Le volet sociétal de la démarche RSE se base sur le **respect des droits de l'Homme, l'observation des dispositions légales relatives au travail et l'équité sociale**. Cette approche se traduit par des principes tels que :

- l'égalité des chances,
- la prise en compte des diversités,
- l'amélioration de la qualité de vie au travail et le bien-être des équipes,
- une collaboration éthique et équitable avec les partenaires et collaborateurs,
- l'hygiène, la santé et la sécurité sur le lieu de travail,
- la formation et l'éducation.

LE PILIER ÉCONOMIQUE

Le pilier économique est crucial dans la démarche RSE des entreprises car ces structures sont, à la base, mises en place pour générer des revenus et être économiquement viables. Ces efforts permettent à l'entreprise de **créer de la valeur partagée, d'améliorer les conditions de travail et d'offrir une meilleure expérience à toutes les parties prenantes de l'entreprise**. Cela peut se traduire par des actions telles que :

- le choix de fournisseurs et producteurs locaux,
- la transparence envers ses investisseurs,
- la tarification juste,
- le respect du paiement des factures dans les délais légaux,
- la garantie de la qualité du service.

TRADUCTION DE LA RSE EN TERMES DE DONNÉES

La RSE gagne en importance dans le monde des affaires, poussant les entreprises à adopter des pratiques durables et éthiques. Alors comment mesure-t-on et évalue-t-on l'impact de leurs actions dans ce domaine ? Comment ces données RSE répondent-elles aux problématiques décisionnelles et réglementaires ? Quelles sont les sources de données utilisées pour obtenir les informations nécessaires à la mesure et à l'évaluation de l'impact des actions RSE ?

QUELLES DONNÉES POUR RÉPONDRE À QUELLES PROBLÉMATIQUES ?

Les entreprises mettent en place des indicateurs pour mesurer l'impact de leurs actions, spécifiques à chaque pilier de la RSE. Ces indicateurs permettent d'évaluer l'intégration du développement durable et des enjeux de long terme dans la stratégie des entreprises.

Les indicateurs environnementaux se concentrent sur la stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces données peuvent provenir :

- **des émissions de gaz à effet de serre :**
 - le volume d'émissions de l'entreprise,
 - la part de production et de fabrication en France,
 - la part d'émissions de gaz à effet de serre compensées.
- **de l'empreinte carbone des salariés, de l'entreprise et des produits/services.**

Par exemple, les déplacements professionnels (distance parcourue en un an).
- **des déchets :**
 - le pourcentage de déchets recyclés et les modalités de gestion des déchets,
 - la part d'emballage en carton, plastique et la part de recyclage,
 - les autres mesures visant à limiter la production de déchets,
 - les achats directs de papier.
- **de la consommation :**
 - les mesures visant à réduire la pollution numérique des données,
 - la consommation d'énergie,
 - la consommation d'eau.

Les indicateurs sociaux visent à mieux suivre les initiatives liées à l'égalité des chances, à la diversité et à l'inclusion, à l'hygiène et à la sécurité sur le lieu de travail, ainsi qu'au développement des collaborateurs. Parmi ces indicateurs, nous pouvons trouver :

- **La structure de l'entreprise :**
 - le nombre total d'employés et le type de contrat (CDI, CDD...),
 - le nombre de femmes et d'hommes,
 - le taux de féminisation par statut / par niveau (par exemple, au sein du top management),
 - le taux d'ancienneté,
 - le taux de rotation : nombre d'embauches, nombre de départs volontaires, nombre de licenciements.
- **La formation du personnel :**
 - le nombre de salariés formés.
- **La qualité de vie et la sécurité au travail :**
 - l'indice de satisfaction de la qualité de vie et de la santé au travail,
 - le niveau d'engagement mesuré à travers l'enquête interne,
 - le taux d'absentéisme,
 - le nombre de jours en télétravail.
- **L'écart de rémunérations entre femmes et hommes pour un même poste.**
- **Les partenaires sociaux.**



Les indicateurs sociétaux visent à répondre à divers enjeux. Par exemple, l'achat responsable nécessite des données concernant les fournisseurs, comme :

- le pourcentage d'exportation et d'importation pour la production d'un produit,
- la liste des pays d'importation/la répartition géographique de l'entreprise,
- le nombre de fournisseurs respectueux de l'environnement et leurs labels (nombre de fournisseurs adhérents au Pacte mondial des Nations unies par exemple).

On peut également y inclure des indicateurs liés à la lutte contre la corruption, le respect de la transparence dans la rémunération des dirigeants, les actionnaires et le conseil d'administration :

- les mesures mises en place pour progresser vers plus de transparence,
- l'organigramme de gouvernance et les détails,
- les ressources allouées à la RSE, la composition de l'équipe RSE,
- la répartition du capital social.

Chaque entreprise choisira les indicateurs les plus pertinents à mesurer et à suivre en fonction de son activité et de sa stratégie en matière de responsabilité. Les mesures des indicateurs choisis par l'entreprise seront alors ajoutées à l'analyse financière de l'entreprise.

Il est essentiel de surveiller les résultats de ces indicateurs, mais il est également important de disposer de données de référence.

PROBLÉMATIQUE DÉCISIONNELLE : COMMENT LA DATA RSE EST-ELLE UTILISÉE ?

La data RSE peut être utilisée pour évaluer et surveiller les pratiques de l'entreprise en matière de respect de l'environnement, de relations avec les employés, de relations avec les communautés locales, de gouvernance d'entreprise... Cela peut inclure la collecte de données sur les émissions de gaz à effet de serre, la diversité et l'inclusion en milieu de travail, les investissements durables, les pratiques de sourcing éthiques, etc.

L'analyse de ces données peut aider les entreprises à identifier les opportunités d'amélioration et à élaborer des plans d'action pour atteindre leurs objectifs en matière de responsabilité sociale. Les résultats peuvent être publiés dans des rapports annuels ou sur les sites Web de l'entreprise, ce qui peut aider à construire la confiance et la transparence avec les parties prenantes.

Enfin, la data RSE peut également être utilisée pour évaluer les performances comparatives des entreprises et pour informer les investissements durables et les décisions de consommation éthiques.

PROBLÉMATIQUE RÉGLEMENTAIRE : LES LÉGISLATIONS EUROPÉENNES ACCÉLÈRENT LE CHANGEMENT INITIALEMENT IMPULSÉ EN FRANCE

Depuis 2017, la directive européenne NFRD (Non Financial Reporting Directive) a introduit l'obligation du reporting extra-financier pour les entreprises ayant leur siège dans l'un des pays de l'Union européenne. Cette directive a été transposée en droit français par le décret du 9 août 2017 qui fixe le contenu de la Déclaration annuelle de performance extra-financière (DPEF).

En 2019, l'Union européenne a lancé le "Green Deal" avec l'objectif de rendre l'Europe neutre en carbone d'ici 2050. Dans le cadre de ce plan différentes initiatives ont été mises en place, dont la taxonomie verte européenne destinée à stimuler les investissements vers des activités durables, et une nouvelle directive sur le reporting du développement durable appelée CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive). En mars 2022, le texte de la Commission a été approuvé par le Parlement et le texte final de la CSRD a été publié le 16 décembre 2022 dans le Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE).

La CSRD est une directive européenne qui prévoit la création de normes détaillées de reporting de durabilité, appelées normes "ESRS" (European Sustainability Reporting Standards). L'objectif est d'harmoniser et de renforcer les obligations de reporting extra-financier des grandes entreprises européennes. Ces normes de reporting seront publiées par l'EFRAG (European Financial Reporting Advisory Group) d'ici 2024. Elles couvriront des informations générales et thématiques sur la durabilité, y compris les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance. Les entreprises devront également fournir des informations sectorielles spécifiques. Ces données devront être certifiées par un organisme tiers.

Concernant le calendrier de mise en œuvre de la CSRD : elle devra être transposée dans le droit national des États membres avant fin 2024. Les normes de reporting ont été publiées en décembre 2022. Les grandes entreprises cotées commenceront à appliquer le reporting de durabilité en 2025, tandis que les PME cotées, c'est-à-dire les petites et moyennes entreprises, le feront en 2026.

La mise en œuvre de cette directive devrait aider à accélérer la transition vers une économie plus durable et soutenir la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et des objectifs de développement durable des Nations Unies.

QUELQUES POINTS IMPORTANTS DE LA CSRD

Élargissement du champ d'application : la CSRD étend son application aux entreprises comptant plus de 500 employés, ce qui signifie que près de 50 000 entreprises européennes seront concernées, contre environ 11 000 avec la précédente NFRD. Toutes les sociétés cotées sur les marchés réglementés européens (à l'exception des microentreprises), ainsi que toutes les grandes entreprises européennes (cotées ou non) qui répondent à au moins deux des trois critères suivants seront concernées : 250 employés, 40 millions d'euros de chiffre d'affaires, 20 millions d'euros de bilan total.

Normes de reporting : la CSRD prévoit la création de normes européennes de reporting en matière de durabilité. Ces normes seront basées sur des normes internationales existantes, comme les normes du GRI (Global Reporting Initiative), du TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures) et du SASB (Sustainability Accounting Standards Board).

Assurance externe : les entreprises devront faire auditer leurs rapports de durabilité par un auditeur externe. Cela renforcera la crédibilité des informations fournies et encouragera une meilleure gestion des risques liés à la durabilité.

Information numérique structurée : la CSRD exigera que les entreprises présentent leurs rapports de durabilité dans un format numérique structuré, ce qui facilitera l'accès, la comparabilité et l'analyse des informations.

Double matérialité : la CSRD met l'accent sur la "double matérialité", qui prend en compte à la fois les impacts des entreprises sur l'environnement et la société et les impacts de ces questions sur les entreprises. Cela permettra aux investisseurs et autres parties prenantes de mieux comprendre les risques et opportunités liés à la durabilité.

ORIGINE DES DONNÉES RSE

SOUVERAINETÉ DES DONNÉES RSE

La souveraineté des données est devenue un enjeu majeur dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) à l'ère de la révolution numérique. En effet, la plupart des fournisseurs de données actuels sont américains et notamment dans le domaine RSE (Bloomberg, MSCI, D&B (Altares)...). **La question de la souveraineté se pose alors en termes de métriques et de sources** : la fiabilité des calculs de l'empreinte carbone du kilowattheure en France réalisés par un groupe américain est interrogée, surtout quand on sait que la RSE est devenue un enjeu politique et que les États-Unis ne soutiennent pas constamment les accords de Paris. Enfin, concernant les données des entreprises, il y a clairement un défi lié à leur capacité à contrôler, protéger et gérer les données qu'elles recueillent.

D'autres aspects sont également à considérer :

Gestion responsable des données : les entreprises ont la responsabilité de gérer les données de manière responsable et éthique, ce qui comprend la limitation de la collecte de données aux informations nécessaires, la protection des données contre les cyberattaques, la gestion responsable des données clients et la garantie de la confidentialité des informations sensibles.

Transparence et responsabilité : les entreprises doivent être transparentes sur leurs pratiques de collecte et d'utilisation des données, en expliquant clairement aux parties prenantes comment les données sont collectées, utilisées, stockées et partagées.

Impact environnemental : la gestion des données nécessite une solide infrastructure informatique, qui peut entraîner une consommation d'énergie importante et des émissions de gaz à effet de serre. Les entreprises doivent donc considérer l'impact environnemental de leurs activités liées aux données en adoptant des pratiques plus durables, comme l'utilisation de centres de données à faible consommation d'énergie et l'optimisation des ressources.

Gestion des risques et cybersécurité : la protection des données contre les cyberattaques et les fuites est un enjeu majeur pour les entreprises. Les violations de données peuvent avoir des conséquences financières, juridiques et réputationnelles significatives. Les entreprises doivent mettre en place des mesures de sécurité appropriées, comme le chiffrement des données, les pare-feux et les programmes de sensibilisation à la sécurité, pour atténuer les risques liés à la collecte et au stockage des données. Il y a un risque que des pirates informatiques "corrompent" et biaisent les données d'une entreprise.

COMMENT ET QUI PRODUIT LES DONNÉES POUR LA RSE ?

Les données peuvent être obtenues par différents moyens, en fonction du besoin et de la nature des KPI à produire. Ainsi, les données peuvent provenir :

• de l'entreprise elle-même :

L'entreprise peut effectuer elle-même la collecte et donc la production de ses données RSE. Cela peut se traduire par l'installation de technologies (capteurs, etc.) pour suivre sa consommation énergétique (eau, gaz, électricité...), les déplacements de ses employés, ou mettre en place des systèmes de stockage et d'agrégation de données (cloud, bases de données, etc.). Les fichiers de suivi d'activité peuvent également être exploités pour suivre les indicateurs tels que les fichiers comptables (gestion des fournisseurs, dépenses énergétiques), les fichiers RH (égalité salariale, absentéisme, télétravail, formation...).

• d'organisations indépendantes :

Lorsque les données ne sont pas disponibles au sein de l'entreprise, il est possible de recourir à des données fournies par des organisations indépendantes pour optimiser la collecte et la centralisation des données RSE en vue de leur exploitation (KPI, tableau de bord), ou pour recueillir des données non présentes dans l'entreprise : satisfaction des employés, des clients, des fournisseurs, etc., via des sondages.

• de l'open data :

Sans avoir à créer un nouveau dispositif de collecte, des données sont également partagées et peuvent être exploitées sur le web, indépendamment ou pour enrichir d'autres collectes déjà en place. Cela peut inclure www.data.gouv.fr, www.data.europa.eu, www.insee.fr, <https://data.ademe.fr/>, entre autres.

QUELS DÉFIS SPÉCIFIQUES LA DATA ET LA RSE POSENT-ELLES ?

Dans notre ère numérique, l'information est devenue une véritable force et les données se sont établies comme une ressource vitale pour les organisations. Ces données, lorsqu'elles sont employées de façon responsable, peuvent favoriser l'amélioration de la performance, aider à la prise de décisions avisées et générer une valeur substantielle pour les parties prenantes. Néanmoins, la collecte et l'usage des données engendrent plusieurs problématiques éthiques et pratiques. Nous allons ici aborder deux aspects cruciaux : l'éthique concernant la collecte et l'usage des données, leur sécurité et la préservation de la vie privée, ainsi que la difficulté de collecter des données fiables et appropriées.

Face à cet environnement en perpétuelle mutation, nous devons relever des défis considérables. Comment pouvons-nous nous fier aux données que nous recueillons ou à celles fournies par les fournisseurs de données ? Comment les entreprises peuvent-elles satisfaire leurs exigences en matière d'Environnement, Social et Gouvernance (ESG) en se procurant des données externes ? Abordons ces questions complexes.

L'ÉTHIQUE DANS LA COLLECTE ET L'UTILISATION DES DONNÉES, LEUR SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Généralement, la collecte systématique de données RSE implique la mise en place de processus limpides et fiables pour récolter, stocker et analyser les données de manière uniforme. Cela peut comprendre la mise en place de systèmes de suivi et de reporting pour évaluer les performances en matière de responsabilité sociale de l'entreprise et garantir que les données sont précises et actuelles.

Dans le cadre de la production de données, l'impact RSE peut être envisagé sous différents angles.

- **Avant tout, la préservation de la vie privée est un défi majeur dans la production de données.** Les entreprises doivent garantir le respect des lois et réglementations en vigueur concernant la protection des données personnelles et mettre en place des mesures pour protéger les données des individus. Les entreprises doivent notamment veiller à ce que les données soient sécurisées contre les fuites, les piratages et autres formes de violation de la vie privée, et elles doivent garantir la confidentialité des informations sensibles comme les données relatives aux employés et les données financières.
- **Par la suite, l'impact environnemental est également une question importante,** car la production de données nécessite l'utilisation de ressources énergétiques

et matérielles qui peuvent avoir un impact sur l'environnement. Les entreprises peuvent s'efforcer de réduire ces impacts en utilisant des technologies respectueuses de l'environnement ou en adoptant des pratiques durables.

- **Enfin, la RSE peut aussi intégrer des aspects éthiques dans la production de données.** Il est important de s'assurer que les données ne sont pas utilisées de manière discriminatoire ou à des fins illégales. Les entreprises doivent s'assurer de respecter les droits des individus et de ne pas enfreindre les normes éthiques en vigueur dans leur secteur.
- **La transparence est également importante pour garantir la crédibilité des données RSE.** Les entreprises doivent être transparentes sur les sources de données, les méthodologies utilisées pour les collecter et les analyser, ainsi que sur les limites des données.

Quelques exemples de mesures que les entreprises peuvent mettre en place pour garantir une production de données responsable en termes de RSE :

- **Mettre en place des politiques et des procédures de protection de la vie privée** : les entreprises peuvent respecter les lois et les réglementations en vigueur en matière de protection des données personnelles, comme le RGPD en Europe, en établissant des politiques et des procédures pour protéger les données des individus.
- **Utiliser des technologies respectueuses de l'environnement** : les entreprises peuvent réduire l'impact environnemental de la production de données en utilisant des technologies respectueuses de l'environnement, comme des centres de données à faible consommation énergétique, des serveurs virtuels, ou en utilisant des technologies de stockage de données durables.
- **Adopter des pratiques durables** : les entreprises peuvent également adopter des pratiques durables pour réduire l'impact environnemental de la production de données, comme la réduction de l'utilisation de papier, la diminution de l'utilisation de ressources énergétiques, ou l'optimisation des processus de production de données.
- **Sensibiliser les employés à l'éthique des données** : les entreprises peuvent sensibiliser les employés aux

questions éthiques liées à la production de données, comme la discrimination, la violation de la vie privée, ou l'abus de données, afin qu'ils puissent les identifier et les éviter.

- **Participer à des initiatives de RSE** : les entreprises peuvent également participer à des initiatives de RSE pour montrer leur engagement en faveur d'une production de données responsable, en soutenant des projets de recherche, en s'engageant dans des programmes de développement durable, en participant à des forums et à des conférences sur les questions de RSE.

Il est important de noter que ces mesures ne sont pas exhaustives et qu'il existe d'autres actions à prendre pour garantir une production de données responsable en termes de RSE.

En résumé, l'impact RSE dans la production de données est un défi complexe qui couvre des aspects éthiques, écologiques et sociaux. Les entreprises doivent s'efforcer de respecter les normes et les réglementations en vigueur et de prendre en compte les conséquences sociales et environnementales de leurs activités pour garantir une production de données responsable.

LES DÉFIS DE LA COLLECTE DE DONNÉES FIABLES ET PERTINENTES

QUEL DEGRÉ DE CONFIANCE ACCORDONS-NOUS AUX DONNÉES OU AUX FOURNISSEURS DE DONNÉES ?

Les données et l'ESG : comment acquérir des données externes pour répondre aux besoins environnementaux, sociaux et de gouvernance ?

La RSE prend une importance croissante et est mise en avant par l'opinion publique, les organismes gouvernementaux, les régulateurs et les consommateurs. Les entreprises ne peuvent plus se contenter d'élaborer une stratégie RSE qualitative, elles doivent la piloter de manière quantitative et objective. Elles doivent fournir des indicateurs tangibles, simples et réalistes, sur les plans environnementaux, sociaux et de gouvernance. Cela leur permettra de se comparer à des références et à d'autres acteurs de leur environnement.

Dans un monde où, demain, la santé extra-financière des entreprises sera observée avec autant d'intérêt que leur santé financière par les organismes financiers, ces entreprises devront accorder une grande importance à la qualité des données extra-financières qu'elles produisent et exposent.

Pourquoi avons-nous besoin de données externes dans l'ESG ?

Les services financiers traditionnels intègrent progressivement à leurs processus d'évaluation des risques et à leurs chaînes de valeur la notion de santé extra-financière : évaluation du risque climatique, exclusions sectorielles, transparence sur la performance extra-financière des portefeuilles, mesure de la contribution aux objectifs de développement durable... font partie des activités des CFO, CRO et COO des services financiers de demain.

Enfin, les banques, assureurs et gestionnaires d'actifs devront garantir un niveau de qualité élevé des données qui alimentent leur reporting réglementaire ESG : émissions de gaz à effet de serre, classes énergétiques des bâtiments financés, consommation et production d'énergie, d'eau et de déchets...

Ces données ESG, qui complètent l'identité des entreprises, sont intégrées depuis quelques années aux bases de données proposées par les fournisseurs



historiques : Bloomberg, ISS, MSCI, Moody's... Elles sont aussi au cœur des bases de données de fournisseurs spécialisés, émergents sur le marché ou perçus comme références dans leur domaine : CDP, Sustainalytics, ClarityAI, Carbon4Finance...

Ces fournisseurs de données proposent, pour un périmètre d'entreprises et de données variables, des données ESG qu'ils collectent directement depuis leur source (sur base déclarative des entreprises), ou qu'ils estiment grâce à des modèles métiers et statistiques.

C'est pourquoi les données proposées par les fournisseurs ne sont pas seulement utiles pour les services financiers : elles sont aussi un moyen pour les entreprises de se comparer au marché et de connaître les estimations faites à leur propos sur un ensemble complet de données environnementales, sociales et de gouvernance.

Quels sont les défis ?

Outre les défis classiques liés à la qualité des données, les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance font apparaître de nouvelles difficultés :

- des données nouvelles dont le niveau de complétude est faible ;
- des données très granulaires à mesurer pour les entreprises (dont l'étrange donnée de volume de litres d'eau passée dans les toilettes des bâtiments, permettant de mesurer son alignement à la taxonomie européenne...).

Lorsque les entreprises ne disposent pas de données déclarées par elles-mêmes (qui à ce jour sont assez peu auditées par un organisme tiers indépendant), certains fournisseurs proposent des données estimées grâce à des modèles métiers et statistiques. **Notre expérience d'analyse des données auprès des fournisseurs nous fait constater une immense variabilité des données d'un fournisseur à l'autre.** Cela est particulièrement vrai pour les émissions de gaz à effet de serre sur le "scope 3" (émissions indirectes des entreprises, en amont et en aval de leur chaîne de valeur).

Malheureusement, cette variabilité n'est évaluable que si des comparaisons sont réalisables avec des données réelles déclaratives, ou si les fournisseurs font preuve d'une grande transparence quant à leurs modèles d'estimation. C'est pourquoi **l'un des grands défis de demain sera d'exiger de la part des fournisseurs de limiter l'effet "boîte noire" provoqué par ces modèles d'estimation.**

Comment choisir parmi tous les fournisseurs de données ?

Pour choisir un fournisseur de données, il est important d'analyser en premier lieu le périmètre d'entreprises et de données proposées par les fournisseurs, et de l'adapter à son propre portefeuille. Les agences de notation historiques sont capables de fournir des scores ESG sur un large éventail d'entreprises cotées, quand des fournisseurs dotés de compétences analytiques fortes développent des modèles d'estimation d'empreintes carbone pour les petites entreprises, non soumises à la DPEF (Déclaration de Performance Extra-financière).

Ce périmètre est exposé par les fournisseurs et est exigible dès les premières phases de discussion (processus d'appel d'offre pour achat de données ESG) : il permettra de faire une première présélection de fournisseurs parmi une liste grandissante d'acteurs du marché de la donnée.

Dans un second temps, l'analyse du dictionnaire de données proposées par les fournisseurs présélectionnés permet d'évaluer les fournisseurs selon plusieurs critères :

- critères fonctionnels de qualité et de quantité de données (typologie, complétude, transparence du modèle d'estimation...);
- critères non fonctionnels de mise à disposition de la donnée, à ne pas négliger (fréquence de mise à disposition, mode technique de mise à disposition, mise en place d'un service après-vente...).

Enfin, et pour clôturer le processus de sélection des fournisseurs, il est recommandé de demander auprès des fournisseurs de données un échantillon anonymisé mais représentatif du patrimoine de données qu'ils mettent à disposition. Cela permettra de valider les définitions et formats de chaque donnée, et de comparer les fournisseurs entre eux.

Dans toute démarche d'achat de données auprès d'un fournisseur, nous vous recommandons fortement de vous rapprocher de votre département juridique afin de mettre en place un contrat entre le fournisseur et votre société, et garantir une relation de confiance durable dans le temps.

FLAMBÉE DES COÛTS / CERTIFICATION DES DONNÉES

Depuis le début des années 2010, le secteur financier a pu observer une explosion des prix (avec un facteur de multiplication allant de 4 à 30) sur les données en général, et plus récemment sur les données ESG. En effet, le quasi-monopole des grandes entreprises américaines (ces "données" leur sont fournies par plusieurs opérateurs majeurs tels que Bloomberg, Thomson Reuters, Six Financial, les agences de notation telles que Fitch, Standard & Poor's ou les fournisseurs d'indices comme Standard & Poor's, MSCI, Dow Jones, Stoxx), ainsi que les fluctuations du taux de change USD/EUR, ont entraîné une augmentation du coût d'acquisition des données.

Ces augmentations significatives ont d'ailleurs conduit certaines grandes banques à mettre en œuvre des plans d'économie et de rationalisation des coûts associés à l'utilisation des données. Ce phénomène s'accroît d'autant plus qu'il s'agit d'un coût d'exploitation et qu'il n'y a pas de transfert de propriété, donc aucune possibilité pour ces banques de commercialiser ces mêmes données à leurs propres clients.

Cependant, quel que soit le coût des données RSE, des questions se posent quant à leur fiabilité, leur valeur scientifique et la mise à jour régulière de ces données dans le contexte actuel de fortes fluctuations des prix de l'énergie. Actuellement, il n'existe pas d'organisme gouvernemental capable de certifier les données RSE. L'Europe doit s'attaquer à cette question car il s'agit d'un enjeu géopolitique, économique et de souveraineté.

LA PRÉPARATION ET L'ANALYSE DE DONNÉES : UN DÉFI COMPLEXE ET CÔUTEUX

La complexité accrue de la préparation et de l'analyse de données représente un obstacle majeur pour les entreprises engagées dans des démarches de RSE. En fait, l'accès à une diversité de sources de données, internes et externes, demande un effort significatif pour rassembler, intégrer et harmoniser ces données hétérogènes. Les systèmes sources sont en constante évolution, ce qui crée une instabilité dans les flux de données et nécessite une adaptation constante des processus d'analyse. En outre, la mauvaise qualité des données, caractérisée par des erreurs, des incohérences et des lacunes, ajoute une couche supplémentaire de complexité qui nécessite des efforts de nettoyage et de validation des données.

Toutes ces complexités génèrent des coûts importants, que ce soit en termes de ressources humaines, d'infrastructures technologiques ou de dépenses de gestion des données. Les entreprises doivent donc prévoir des budgets suffisants pour surmonter ces défis, tout en gardant à l'esprit que l'objectif d'obtenir des résultats "optimaux" peut parfois comporter une part d'incertitude.

En investissant dans des processus solides de préparation et d'analyse des données et en s'efforçant de surmonter ces complexités, les entreprises peuvent recueillir des informations précieuses pour éclairer leurs décisions stratégiques et leur engagement en matière de RSE, contribuant ainsi à un développement durable et responsable.

Quelques aspects clés à prendre en compte, détaillés dans les pages suivantes :

- diversité des sources de données internes et externes,
- instabilité des flux de données,
- problématique de qualité des données,
- objectifs de précision et d'incertitude.

DIVERSITÉ DES SOURCES DE DONNÉES INTERNES ET EXTERNES

Les entreprises sont souvent amenées à collecter des données provenant de diverses sources, tant internes (comme les données de gestion des ressources humaines) qu'externes (comme les données des fournisseurs). Cette variété de sources peut complexifier la collecte et l'intégration des données car elles peuvent être structurées de manière différente et nécessiter des processus de consolidation.

Multiplicité des sources de données internes

Les entreprises rassemblent des données provenant de diverses sources internes, comme les systèmes de gestion des ressources humaines, les bases de données financières, les systèmes de suivi des ventes, les rapports opérationnels, etc. Chaque source peut avoir sa propre structure de données, ses formats spécifiques et ses systèmes de stockage distincts. L'harmonisation de ces données requiert souvent des efforts de transformation, de normalisation et d'intégration pour les rendre cohérentes et exploitables.

Diversité des sources externes

Outre les sources internes, les entreprises doivent également recueillir des données provenant de sources externes pour compléter leur analyse de la RSE. Cela peut inclure des données provenant de fournisseurs, de partenaires commerciaux, d'organismes gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales, de bases de données publiques, de rapports sectoriels, etc. Chaque source externe peut avoir ses propres protocoles d'accès, ses formats de données spécifiques et ses exigences de sécurité, complexifiant davantage la collecte et l'intégration des données.

Hétérogénéité des formats et des structures

Les données provenant de différentes sources internes et externes peuvent être stockées dans des formats variés comme des feuilles de calcul, des fichiers plats, des bases de données relationnelles ou même des formats non structurés tels que des documents texte. De plus, les structures de données peuvent différer. Par exemple, certaines sources peuvent utiliser des codes ou des terminologies spécifiques, tandis que d'autres utilisent des formats plus généraux. Cette hétérogénéité exige des processus de préparation des données pour harmoniser les formats, les structures et les vocabulaires, facilitant ainsi leur analyse et leur intégration.

Gestion de la confidentialité et de la sécurité des données externes

Lorsqu'elles accèdent à des sources externes, les entreprises doivent souvent prendre en compte les enjeux de confidentialité et de sécurité des données. Les fournisseurs ou les partenaires commerciaux peuvent imposer des restrictions sur l'accès et l'utilisation de leurs données, nécessitant des accords contractuels ou des protocoles spécifiques. De plus, les données externes peuvent contenir des informations sensibles ou confidentielles, imposant des mesures de protection appropriées pour éviter les risques de fuite ou de mauvaise utilisation.

Pour faire face à ces défis, les entreprises doivent instaurer des processus robustes de collecte, de transformation et d'intégration des données. Cela peut nécessiter l'emploi de technologies comme l'intégration de données, l'ETL (Extract, Transform, Load), l'automatisation des flux de travail et l'utilisation de normes et de protocoles d'échange de données pour faciliter l'interopérabilité entre les différentes sources. **Il est également essentiel de mettre en place une gouvernance des données solide, des politiques claires sur l'accès et l'utilisation des données, ainsi que des mécanismes de contrôle de la qualité des données pour garantir leur fiabilité et leur précision.**

INSTABILITÉ DES FLUX DE DONNÉES

Avec le temps, les systèmes sources, qu'ils soient internes ou externes, subissent des modifications. Que ce soit par le biais de mises à jour systémiques, de transformations technologiques ou d'ajustements des processus, des variations dans les courants de données peuvent se produire. Cela peut compliquer l'établissement et le maintien de modèles d'analyse de données stables, requérant une constante adaptation pour veiller à l'extraction, à la transformation et au chargement appropriés des données.

Transformation des systèmes sources

Les systèmes d'origine de données se transforment continuellement avec le temps. Les mises à jour de logiciels, les modifications technologiques, les fusions ou acquisitions d'entreprises peuvent toutes influencer les courants de données. Par exemple, une organisation peut choisir de passer à une nouvelle version de son système de gestion des ressources humaines qui utilise une structure de données différente. Ces changements nécessitent une adaptation des processus d'extraction et de transformation des données pour garantir que les courants de données soient correctement intégrés dans les analyses de la RSE.

Modifications des interfaces de programmation (API)

Les entreprises peuvent faire appel à des interfaces de programmation pour extraire des données de sources externes, comme les médias sociaux ou les sites internet. Cependant, les fournisseurs de ces API peuvent réviser leurs spécifications ou leurs politiques d'utilisation, ce qui peut entraîner des modifications dans les courants de données. Par exemple, un réseau social peut limiter l'accès à certaines données ou changer la structure des données disponibles via leur API. Ces modifications requièrent une adaptation des processus d'extraction et une mise à jour des mécanismes de collecte de données pour préserver l'intégrité des analyses.

Variabilité des données en temps réel

Certaines sources de données, telles que les capteurs environnementaux ou les données de marché, peuvent se caractériser par une variabilité en temps réel. Les valeurs des indicateurs peuvent fluctuer rapidement, nécessitant des processus de capture et de traitement de données en temps réel pour fournir des analyses exactes et actualisées. Cette variabilité des données nécessite des infrastructures technologiques appropriées et des mécanismes de traitement en temps réel pour gérer efficacement les courants de données continus.

Pour gérer la fluctuation des courants de données, il est **crucial de mettre en place des processus agiles de gestion des données**. Cela peut inclure une surveillance régulière des sources de données, l'implémentation de mécanismes d'alerte en cas de changements, une étroite collaboration avec les fournisseurs de données externes et l'application de processus d'adaptation rapides pour préserver la cohérence des courants de données. Une documentation claire et une traçabilité précise des transformations appliquées aux données sont également essentielles pour comprendre l'impact des transformations des systèmes sources sur les analyses menées.



PROBLÉMATIQUE DE QUALITÉ DES DONNÉES

Certains ensembles de données peuvent présenter des problèmes de qualité, tels que des erreurs, des duplications, des données manquantes ou incohérentes. Par exemple, les données relatives aux ressources humaines peuvent contenir des erreurs de saisie ou des lacunes. La présence de données peu fiables ou non conformes peut compromettre la fiabilité des analyses effectuées et nécessiter des efforts supplémentaires pour nettoyer, valider et normaliser les données.

Erreurs et incohérences

Les données peuvent contenir des erreurs, des incohérences ou des duplications qui affectent leur qualité. Par exemple, dans le cas des données RH, il peut y avoir des erreurs de saisie lors de l'enregistrement des informations des employés, comme des fautes d'orthographe dans les noms, des dates de naissance incorrectes ou des salaires mal enregistrés. Ces erreurs peuvent compromettre la fiabilité des analyses de la RSE et nécessiter des efforts de nettoyage et de correction des données.

Données manquantes

Certains ensembles de données peuvent présenter des lacunes ou des données manquantes. Par exemple, des informations essentielles sur les pratiques de durabilité des fournisseurs peuvent faire défaut, rendant difficile l'évaluation complète de leur impact environnemental ou social. Les données manquantes peuvent nécessiter des approches de gestion spécifiques, telles que l'imputation des données manquantes ou la collecte d'informations supplémentaires pour combler les lacunes.

Manque de normalisation et de standardisation

Les données provenant de différentes sources peuvent manquer de normalisation et de standardisation. Les formats, les unités de mesure, les terminologies et les classifications peuvent varier d'une source à l'autre, ce qui rend difficiles la comparaison et l'agrégation des données. Par exemple, une entreprise peut utiliser un système de classification spécifique pour mesurer son impact environnemental, tandis qu'un fournisseur utilise une autre méthodologie. Ce manque de normalisation nécessite des efforts supplémentaires pour aligner les données et les rendre cohérentes.

Fiabilité et précision des sources de données

Les données provenant de sources externes peuvent poser des problèmes de fiabilité et de précision. Par exemple, les données fournies par des tiers peuvent être basées sur des estimations, des échantillonnages ou des modèles. Il est donc important de comprendre la méthodologie de collecte des données, la validité des échantillons utilisés et les limites associées. Les données de faible qualité peuvent nécessiter des évaluations supplémentaires et des vérifications pour garantir leur pertinence et leur fiabilité.

Pour surmonter ces problèmes de qualité des données, il est essentiel de mettre en place des processus de contrôle et d'amélioration de la qualité des données. Cela peut inclure des mécanismes de validation, des procédures de nettoyage des données, des règles de validation automatique, des audits réguliers des données et la mise en place de processus rigoureux de collecte de données. De plus, la normalisation des données et l'adoption de normes et de référentiels communs peuvent faciliter la comparabilité et l'intégration des données provenant de différentes sources. **Une approche proactive de gestion de la qualité des données est essentielle pour garantir l'exactitude et la fiabilité des analyses de la RSE.**

OBJECTIFS DE PRÉCISION ET D'INCERTITUDE

Lorsqu'il s'agit de mesurer des indicateurs liés à la RSE, il est important de viser des résultats aussi précis que possible. Cependant, il peut être difficile de définir des mesures précises pour certains aspects de la RSE, ce qui peut entraîner une certaine incertitude dans l'interprétation des données. Par exemple, les émissions de gaz à effet de serre peuvent être estimées avec une certaine marge d'erreur en fonction des méthodes de calcul utilisées. Il est donc essentiel de comprendre et de communiquer les limites et les incertitudes associées aux données utilisées dans les analyses de RSE.

Mesure de l'incertitude

Dans de nombreux domaines de la RSE, il peut être difficile d'obtenir des mesures précises et absolues. Par exemple, lors de la quantification des émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise, il peut exister des incertitudes liées aux méthodes de calcul, aux facteurs d'émission utilisés et aux données d'activité collectées. Il est important de reconnaître et de quantifier cette incertitude afin de fournir une évaluation réaliste et transparente des résultats.

Variabilité des données

Les données utilisées dans le cadre de la RSE peuvent être sujettes à une certaine variabilité inhérente. Par exemple, les données sur l'efficacité énergétique peuvent varier d'un mois à l'autre en fonction de facteurs externes tels que les conditions météorologiques ou les changements dans les processus de production. Comprendre cette variabilité est crucial pour interpréter les résultats et identifier les tendances significatives.

Limites de mesure

Il est important de définir clairement les limites de mesure pour les indicateurs de la RSE. Par exemple, lors de la mesure de l'impact social d'une entreprise, il peut être difficile de quantifier précisément certains aspects intangibles, tels que l'engagement communautaire ou la satisfaction des parties prenantes. Il est essentiel de reconnaître ces limites et de les communiquer de manière transparente afin d'éviter des attentes irréalistes quant à la précision des mesures.

Communication de l'incertitude

Il est crucial de communiquer clairement les niveaux d'incertitude associés aux résultats de la RSE. Cela peut être fait en utilisant des intervalles de confiance, des marges d'erreur ou des visualisations graphiques appropriées. Il est important d'expliquer les sources d'incertitude, les méthodes de calcul utilisées et les hypothèses sous-jacentes afin que les parties prenantes puissent interpréter les résultats de manière éclairée.

Objectif d'amélioration continue

Malgré les défis liés à la précision et à l'incertitude, l'objectif principal de la RSE est souvent l'amélioration continue des performances environnementales et sociales. Les données et les analyses fournissent des indications sur les domaines à améliorer, les tendances émergentes et les opportunités d'optimisation. Il est important de considérer les données comme des outils pour guider les décisions et les actions, tout en reconnaissant qu'une précision absolue peut ne pas être réalisable.

En somme, les objectifs de précision et d'incertitude dans le domaine de la RSE nécessitent une approche réaliste et transparente. La communication claire des incertitudes, la compréhension de la variabilité des données et la reconnaissance des limites de mesure sont essentielles pour une évaluation équilibrée et une prise de décision éclairée. L'accent doit être mis sur l'amélioration continue et l'utilisation des données pour générer des actions positives en faveur du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises.

En outre, toutes ces complexités requièrent une approche rigoureuse pour gérer la préparation et l'analyse des données liées à la RSE. Cela implique des processus de collecte et d'intégration robustes, des contrôles de qualité des données, une adaptation continue aux évolutions des sources de données et une communication transparente sur les niveaux d'incertitude associés aux résultats obtenus. Il est également important d'allouer les ressources nécessaires pour répondre à ces défis, ce qui peut engendrer des coûts supplémentaires liés à la gestion des données et à l'analyse dans le domaine de la RSE.

QUEL EST L'IMPACT DE LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RSE SUR L'ORGANISATION DES ENTREPRISES ?

La montée en puissance de la RSE a un impact significatif sur l'organisation des entreprises et les métiers qui la composent.

Les entreprises sont encouragées à intégrer des principes de RSE dans leur stratégie globale et à établir des objectifs de durabilité à long terme. Elles cherchent à réduire leur empreinte environnementale, à améliorer la prise en compte de l'impact qu'elles ont sur leurs employés et leur écosystème, ce qui nécessite un alignement et une mobilisation de toutes les fonctions et entités de l'organisation.

Cette évolution représente à la fois une opportunité et une obligation pour les cabinets de conseil. D'une part, ils peuvent proposer de nouveaux services à leurs clients dans le domaine de la RSE. D'autre part, ils doivent mettre en œuvre leur propre feuille de route RSE en interne.

Pour répondre à ce défi organisationnel, de nouvelles compétences et de nouveaux métiers émergent. Il y a une meilleure collaboration entre les différents départements de l'entreprise, en particulier entre la fonction RSE et les autres fonctions avec lesquelles elle construit et déploie des plans d'action : RH, marketing, production, DSI et data. Cette intensification des échanges d'informations et de données accroît également la transparence et la transversalité au sein de l'organisation.

Au-delà des frontières de l'organisation, la mise en place de pratiques de RSE a également un impact sur les relations avec les parties prenantes externes, telles que les clients, les fournisseurs et les communautés locales. Cela renforce la confiance et la fidélité entre les entreprises.

Cette dynamique entraîne également une recherche d'efficacité opérationnelle et d'innovation, incitant les organisations à maximiser leurs résultats en termes de durabilité tout en maîtrisant les coûts.

DES OPPORTUNITÉS ACCOMPAGNÉES DE NOUVELLES OBLIGATIONS, NOTAMMENT POUR LES ACTEURS DU CONSEIL

QUELS SONT LES NOUVEAUX SERVICES QUE PEUVENT FOURNIR LES SOCIÉTÉS DE CONSEIL À LEURS CLIENTS ?

Les sociétés de conseil peuvent offrir une variété de services pour aider leurs clients à mettre en place et à améliorer leur responsabilité sociale.

En particulier, les sociétés de conseil peuvent fournir :

- **Audit et évaluation de la performance RSE** : les sociétés de conseil peuvent aider les entreprises à évaluer leur performance en matière de RSE en utilisant des outils tels que les indicateurs de durabilité et les rapports de développement durable.
- **Audit de solution RSE** : data design et dictionnaire des données ESG.
- **Qualité des données** : gouvernance des données, avec identification de l'ownership de celles-ci pour définir les rôles autour des données ESG et un dispositif de mise en qualité.
- **Conseil stratégique** : les sociétés de conseil peuvent aider les entreprises à intégrer la RSE dans leur stratégie globale et à élaborer des objectifs de durabilité à long terme. Cela peut inclure l'analyse des risques et des opportunités liés à la RSE, ainsi que la mise en place de programmes de durabilité.
- **Mise en conformité** : les sociétés de conseil peuvent aider les entreprises à se conformer aux réglementations et aux normes en matière de RSE, telles que les normes de développement durable des Nations Unies et les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales.
- **Communication et relations avec les parties prenantes** : les sociétés de conseil peuvent aider les entreprises à communiquer efficacement sur leur performance RSE et à gérer les relations avec les parties prenantes, telles que les employés, les fournisseurs, les communautés locales et les investisseurs.
- **Sensibilisation des employés** : les entreprises de conseil peuvent également aider les clients à sensibiliser les employés aux questions de RSE et à les inciter à adopter des comportements durables au travail.
- **Développement de la performance durable** : les sociétés de conseil peuvent aider les entreprises à développer des programmes de performance durable, tels que la mise en place d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la promotion de pratiques éthiques dans les chaînes d'approvisionnement, l'amélioration de l'inclusion et de la diversité, ainsi que de la participation des employés à des projets de développement durable.

QUELLES SONT LES OBLIGATIONS RSE DES CABINETS DE CONSEIL ?

Dans les métiers du conseil, les obligations en matière de RSE peuvent être prises en compte de différentes manières selon le secteur et les activités de l'entreprise.

Voici quelques exemples d'obligations RSE pour les cabinets de conseil :

- **Intégrer la RSE dans la stratégie d'entreprise** : les cabinets de conseil doivent intégrer les principes de la RSE dans leur stratégie d'entreprise, en veillant à ce que leurs activités soient durables et éthiques.
- **Respecter les droits de l'homme** : les cabinets de conseil doivent respecter les droits de l'homme dans l'ensemble de leurs activités, en veillant à ce qu'ils ne soient pas complices de violations des droits de l'homme commises par leurs clients ou fournisseurs.
- **Promouvoir la diversité et l'inclusion** : les cabinets de conseil doivent promouvoir la diversité et l'inclusion dans leur entreprise, en veillant à ce que leur personnel reflète la diversité de la société et en encourageant la formation et la sensibilisation à la diversité et l'inclusion.
- **Évaluer et gérer les risques** : les cabinets de conseil doivent évaluer et gérer les risques liés à la RSE dans leurs activités et celles de leurs clients, en veillant à ce qu'ils respectent les normes environnementales et sociales et en encourageant leurs clients à faire de même.
- **Encourager la transparence et la responsabilité** : les cabinets de conseil doivent encourager la transparence et la responsabilité dans leurs activités, en communiquant ouvertement sur leur performance RSE et en encourageant leurs clients à faire de même.

En résumé, les cabinets de conseil ont des obligations RSE similaires à celles des autres entreprises, notamment en ce qui concerne l'intégration de la RSE dans leur stratégie d'entreprise, le respect des droits de l'homme, la promotion de la diversité et l'inclusion, l'évaluation et la gestion des risques et l'encouragement à la transparence et la responsabilité.



DE NOUVELLES COMPÉTENCES ET UN RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION ENTRE LES SPÉCIALISTES RSE ET DATA

On constate une augmentation du traitement des données par les spécialistes de la RSE, tant en termes de volume que de diversité. Cela les amène à travailler en collaboration avec des experts en données (data engineers, data analysts...) ou à développer eux-mêmes des compétences en matière de données, telles que la préparation et l'analyse de données, ainsi que la gestion de projets impliquant des données.

Cette approche hybride est d'autant plus importante dans les petites structures qui ont des budgets limités et des difficultés de recrutement.

Dans les grandes organisations, on constate que les équipes RSE travaillent de plus en plus en collaboration avec les équipes data pour créer et gérer un écosystème interne ou externe de producteurs de données, ainsi que pour développer des solutions permettant d'automatiser la collecte de données, d'évaluer les problèmes potentiels de qualité et de fournir automatiquement des rapports sur la RSE.

La mobilisation d'un grand nombre d'acteurs à tous les niveaux de l'organisation pour collecter les données pertinentes nécessite la mise en place d'un modèle opérationnel solide dans lequel chaque acteur, en particulier les producteurs et fournisseurs de données, comprend son rôle et l'importance de fournir des données de qualité.

Idéalement, ce modèle devrait suivre les pratiques et les normes de l'entreprise, au même titre que les données financières ou marketing qui sont souvent plus matures. Une approche "best effort" montrera rapidement ses limites. Les données liées à la RSE doivent être considérées comme un domaine à part entière, tant d'un point de vue organisationnel que sur le plan de l'architecture des données.

QUELS SONT LES NOUVEAUX MÉTIERS DATA LIÉS AU DÉPLOIEMENT DE LA RSE DANS LES ENTREPRISES ?

Les sujets Data et RSE sont étroitement liés, car il est essentiel de disposer d'indicateurs chiffrés fiables pour renforcer l'impact positif des entreprises sur la société et alimenter une prise de décision factuelle dans la planification des actions. Ainsi, la mise en œuvre de priorités telles que la décarbonation, l'inclusion, les relations et les conditions de travail, ainsi que la contribution des entreprises au développement durable, nécessite la construction de feuilles de route basées sur les données.

Le déploiement de la RSE dans les entreprises a conduit à l'émergence de plusieurs métiers clés, identifiés par Syntec Conseil en 2023.

RESPONSABLE DATA RSE (AU SEIN DES ÉQUIPES RSE ET/OU DE LA FONCTION DATA OU DE LA DSI)

Ce spécialiste est chargé de définir la vision et de nourrir le backlog de produits et services Data RSE. Il est responsable de la mise en place et de la gestion d'une stratégie de gestion des données axée sur la RSE au sein de l'entreprise.

La responsabilité de la gestion des données se concentre sur la protection de la vie privée et la sécurité des données, la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des données, ainsi que la durabilité des systèmes de traitement des données.

Il est essentiel que les entreprises gèrent et utilisent les données de manière éthique et responsable, respectent les réglementations en matière de protection de la vie privée et de sécurité des données, et veillent à ce que leurs systèmes de traitement des données soient durables et respectueux de l'environnement.

DATA ANALYST ESG

Le Data Analyst ESG est un spécialiste hybride, combinant expertise en Data et en ESG.

Du point de vue ESG, il comprend les enjeux, les réglementations et les indicateurs associés aux données internes et publiques de l'organisation.

Du point de vue des données, il maîtrise les méthodologies et les bonnes pratiques des projets de collecte, de modélisation et d'analyse de données, plus ou moins automatisés. Lorsque cela est pertinent, il est en mesure de spécifier les besoins en matière d'automatisation ou de développer lui-même des flux de données conformément à l'architecture privilégiée.

AUDITEUR DE SOLUTIONS DATA RSE

Avec la structuration des équipes et la mise en place de produits et services Data RSE industrialisés, l'approche des audits de vérification de l'information extra-financière a évolué. Bien que la méthodologie et l'analyse des sources de données restent au cœur des analyses réalisées par l'auditeur, l'échantillonnage a été remplacé par une méthodologie "data-driven" à deux niveaux :

- Au niveau le plus important, le moteur de calcul de la solution est partiellement ou entièrement reperformé. Cela signifie que les calculs et les traitements des données sont réalisés à l'aide d'outils et de modèles basés sur des données fiables et actualisées, permettant ainsi d'obtenir des résultats plus précis et pertinents.
- Les zones de risque liées à l'architecture et à la modélisation, à la gouvernance des données et à l'assurance qualité dans le projet d'implémentation sont étudiées de manière approfondie. Sur la base de cette analyse, des recommandations sont formulées afin de minimiser les risques futurs et d'améliorer la fiabilité des données utilisées dans le cadre de la RSE.

Les auditeurs intervenant sur ces sujets sont des spécialistes de la data à part entière, possédant une expertise approfondie en matière de traitement et d'analyse des données. Leur rôle est essentiel pour garantir l'intégrité et la fiabilité des informations extra-financières, ainsi que pour identifier les risques et proposer des solutions pour les atténuer.

En adoptant une approche basée sur les données, les auditeurs sont en mesure d'offrir des analyses plus approfondies et plus précises, permettant ainsi aux entreprises de mieux évaluer leur performance RSE et de prendre des décisions plus éclairées en matière de durabilité et de responsabilité sociale.



RESPONSABLE DATA INCLUSION ET DIVERSITÉS

On se rappelle l'échec de l'algorithme de gestion des candidatures développé par Amazon qui discrimina négativement les femmes candidates à un emploi, en raison de l'utilisation d'une base de données déséquilibrée d'embauches antérieures d'Amazon, principalement masculines à l'époque.

Dans le contexte de processus de recrutement de plus en plus automatisés, il est essentiel d'établir une collaboration solide entre les équipes Data et RH afin de valider que les solutions numériques utilisées ne sont pas biaisées et de s'assurer qu'aucune donnée d'entraînement non inclusive n'est introduite dans les algorithmes et les règles, sans contrôle approprié. Plusieurs leviers sont disponibles, notamment la formation des recruteurs sur les biais cognitifs et l'utilisation de processus automatisés objectifs, qui s'éloignent de la sélection traditionnelle des CV et privilégient les mises en situation concrètes permettant d'évaluer les compétences recherchées. Par exemple, la gamification des étapes préliminaires d'un processus de recrutement peut aider à détecter, parmi un grand nombre de candidatures, les profils possédant les compétences requises tout en laissant une place aux parcours atypiques.

Ce type de mission peut être confié à un responsable Data chargé de l'Inclusion et de la Diversité. Le défi de ce

poste consiste à garantir que les entreprises disposent de données fiables pour mettre en place des plans d'action et mesurer leurs effets. Par exemple, l'expérimentation de l'Index de la diversité et de l'inclusion lancée le 17 novembre 2021 par Élisabeth Moreno a considérablement fait progresser les sujets liés à la parité. Désormais, toutes les entreprises d'au moins 50 salariés doivent calculer et publier leur Index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion a mis en ligne un simulateur-calculateur ainsi qu'un dispositif d'accompagnement gratuit pour les aider dans cette démarche. Avoir un indicateur objectif, stable et comparable d'une année à l'autre et d'une entreprise à l'autre contribue à piloter une démarche d'amélioration continue, mais cela ne résout qu'une partie du défi.

Cette avancée notable peine à couvrir l'ensemble de la problématique de l'inclusion. En effet, il existe quatre autres types de diversité à prendre en compte en matière de politique inclusive (à savoir l'âge, l'origine sociale et culturelle, l'orientation sexuelle et le handicap) qui nécessitent une approche unifiée et solide en termes de données. Si la diversité générationnelle peut être évaluée objectivement à partir des données disponibles, les autres domaines sont plus difficiles à appréhender car ils reposent sur les déclarations des personnes concernées pour être mesurés. C'est précisément dans ces domaines que le responsable Data en charge de l'Inclusion et de la Diversité devra innover davantage dans les années à venir.

MÉTIERS (OU COMPÉTENCES) DU GREEN IT ET DE L'ÉCO-CONCEPTION

Selon diverses sources, le secteur du numérique est responsable de 3 à 4 % des émissions de gaz à effet de serre en 2023 et il est également confronté à l'utilisation de ressources épuisables, ce qui soulève de nombreux défis.

L'augmentation considérable de l'utilisation du numérique laisse présager une augmentation de ce pourcentage d'ici 2025, ce qui incite à repenser les métiers du numérique, notamment ceux liés à la Data et à l'IA, en mettant l'accent sur la décarbonation.

Dans cette phase de transition, on observe l'émergence de nouvelles compétences en matière d'éco-conception ou de Green IT, que des chefs de projets ou des architectes sensibles à la préservation de l'environnement intègrent à leur domaine d'expertise.

Ces spécialistes contribuent à définir et à mettre en œuvre de bonnes pratiques, en créant des contenus, en animant des formations, en réalisant des audits et en participant activement aux projets IT, notamment ceux liés aux données et à la gestion des infrastructures (réseaux, serveurs, etc.).

Selon la taille et le niveau de maturité de l'organisation, plusieurs scénarios peuvent se présenter :

- une approche "best effort" et la mise en place de premiers plans d'action par les personnes les plus motivées ;
- l'ajout de rôles, de responsabilités et de compétences aux métiers existants ;
- la création de métiers spécifiquement dédiés à ces problématiques.

Dans de nombreuses organisations, les équipes de la DSI jouent un rôle essentiel et doivent être fortement impliquées dans ces initiatives, ce qui peut conduire à des résultats significatifs.

Il est de notre responsabilité de prendre en compte la dimension de sobriété énergétique à chaque étape d'un projet, que nous soyons Data Product Owner, Solution Architect, Data Engineer, Data Scientist, Data Analyst, Full Stack Developer ou DevOps. Ainsi, les solutions conçues et développées seront structurellement moins énergivores et plus efficaces.

Après le FinOps Engineering, voici venir le GreenOps ! Nous sommes appelés à intégrer activement les enjeux environnementaux dans nos décisions et nos pratiques pour assurer une transition vers des solutions numériques plus durables.

UN PASSAGE OBLIGÉ DANS LE RECRUTEMENT DE TALENTS ET LEUR FIDÉLISATION

Les récents événements mondiaux, tels que la pandémie de COVID-19 et les événements climatiques, ont suscité une prise de conscience accrue du changement climatique, de notre dépendance aux énergies fossiles et de l'importance de l'égalité sociale en période d'instabilité économique. En particulier, les jeunes générations qui entrent actuellement sur le marché du travail ont été particulièrement touchées par la pandémie, ce qui les pousse à agir pour un changement positif.

Cette tendance se traduit par un engagement croissant d'un plus grand nombre d'employés et d'étudiants sur les questions environnementales, sociales et politiques.

En réponse à cela, la RSE joue un rôle clé dans la marque employeur, notamment vis-à-vis des candidats et des employés engagés. En effet :

- elle améliore l'image de l'entreprise et sa capacité à attirer des talents,
- elle réduit le taux de rotation du personnel,
- elle contribue à la création d'un environnement de travail positif, dont les employés peuvent être fiers et qui les encourage à innover et à proposer des idées à fort impact positif.

En général, la valorisation de la politique RSE dans le cadre du processus de recrutement et de fidélisation des collaborateurs renforce l'adhésion aux valeurs et à la mission de l'entreprise, conformément à la loi Pacte de 2019 ou à l'approche B Corp. La certification B Corp est octroyée aux entreprises qui répondent à des exigences sociétales et environnementales, de gouvernance et de transparence envers le public, et compte actuellement plus de 4000 entreprises certifiées.

D'une part, cela permet aux entreprises d'attirer plus facilement de nouveaux talents sensibles à la signification et à l'impact positif et durable des organisations auxquelles ils se joignent. D'autre part, cela renforce la fidélisation des talents en favorisant une meilleure harmonisation entre la mission à long terme de l'entreprise et les engagements individuels et collectifs des employés.

CONCLUSION

LA DATA, UN OUTIL INDISPENSABLE POUR LA RSE

La crise environnementale et les exigences croissantes des régulateurs et des parties prenantes ont incité les organisations publiques et privées à accélérer leur transition écologique en adoptant des stratégies de responsabilité sociale des entreprises (RSE) basées sur la data.

L'analyse et l'utilisation des données permettent aux entreprises d'évaluer leurs performances en matière de durabilité et d'impact social, d'identifier les domaines d'amélioration et de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour promouvoir la responsabilité sociétale.

Cependant, les organisations font face à des défis pour exploiter pleinement les données au service de leur politique RSE, en raison notamment du manque de directives et de données disponibles. Pour surmonter ces obstacles, elles doivent investir dans des ressources adaptées, notamment des outils d'analyse et de modélisation. La capacité de comprendre, analyser, manipuler et tirer des conclusions à partir des données est cruciale pour atteindre les objectifs environnementaux, et il est important de former les employés et d'établir des normes ESG. Ainsi, les compétences en Data Science deviennent essentielles pour les spécialistes RSE afin d'accompagner efficacement ces organisations dans leur démarche de développement durable et de responsabilité sociale.

La data renforce la transparence, la crédibilité et l'engagement des parties prenantes, tout en améliorant l'image de l'entreprise et en attirant des investissements responsables. De nombreuses entreprises publient ainsi leurs données RSE de manière transparente pour communiquer sur les objectifs RSE atteints et démontrer leur maturité en la matière.

La data améliore la prise de décision, la gestion des risques, la conformité, la collaboration, l'innovation et la sensibilisation, tout en renforçant l'image et la compétitivité sur le marché. Elle est donc devenue un outil essentiel pour la RSE, au service de l'impact sur la nécessaire transformation des entreprises et de la société.

À PROPOS DE SYNTEC CONSEIL

SYNTEC CONSEIL EST LE SYNDICAT PROFESSIONNEL REPRÉSENTATIF DES SOCIÉTÉS DE CONSEIL EN FRANCE, UN SECTEUR QUI COMPTE 120 000 SALARIÉS ET TOTALISE 20 MILLIARDS D'EUROS DE CA.

Avec près de 250 entreprises membres, Syntec Conseil rassemble et représente des sociétés de toutes tailles qui, dans leurs spécialités de conseil respectives, interviennent pour créer les conditions de la performance globale de leurs clients et contribuent de manière décisive à la transformation responsable des entreprises et de la Société.

Les membres de Syntec Conseil intègrent et développent des expertises en croissance dans les domaines de la stratégie et de l'organisation, de l'innovation et du digital, de la communication, de la marque et des études, de l'engagement et de la responsabilité sociétale, du développement des talents et du capital humain.

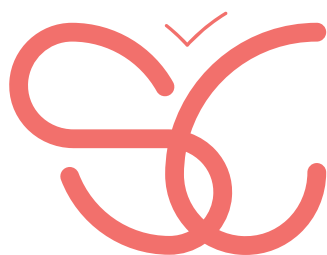
Lieu privilégié d'échanges, de partage d'expériences et de réflexion sur la profession et ses évolutions, le syndicat agit pour la promotion et la défense du conseil et porte la voix du secteur auprès de toutes ses parties prenantes : entreprises, pouvoirs publics, particuliers, société civile, médias, syndicats et fédérations syndicales, organismes paritaires, partenaires associatifs...

Membre de la Fédération Syntec, elle-même membre du Medef, Syntec Conseil œuvre pour que la profession de conseil tienne sa place dans le dialogue social et l'écosystème patronal.

Au sein de Syntec Conseil, la commission Data croise les expertises data de professionnels des études, de consultants en stratégie et management et de consultants spécialisés dans les ressources humaines. Elle poursuit des objectifs d'information, de promotion et de valorisation de la filière data, avec pour ambitions d'apporter des solutions et d'aider les acteurs de l'économie à mieux comprendre les métiers de la data et à appréhender tous ses enjeux.

Quelques-unes de ses réalisations :

- Une cartographie des principaux métiers de la data, qui illustre la chaîne de valeur de la donnée en mettant en évidence qu'à chaque étape du traitement de la data intervient un métier différent ; cartographie déclinée en versions française et anglaise sous différents formats (vidéo, Prezi, PowerPoint, BD et dessin animé).
- Un article "La data d'intérêt général et l'intérêt général de la data", éclairages sur l'importance des données durant la crise sanitaire.
- Une enquête sur la gestion de carrière et les parcours data, dont les résultats ont permis d'identifier les évolutions des métiers de la data et de recenser les trajectoires et perspectives de carrière dans ces métiers.
- Une publication sur l'impact du Cloud sur le traitement des données au sein des entreprises (enjeux techniques, RH, organisationnels, RSE...) et les opportunités business qui en découlent pour les métiers du conseil.



SYNTEC CONSEIL



22 rue Joubert
75009 Paris



Tél. : +33 (0)1 44 30 49 20
contact@syntec-conseil.fr



 @ConseilSyntec
 Syntec Conseil

www.syntec-conseil.fr